

adopter un autre plan. Si le chemin que je viens d'indiquer peut être construit, et si cette région septentrionale est d'un caractère propre à justifier le prolongement de ce chemin jusqu'à Québec, ce sera tant mieux. C'est ce que j'ai toujours voulu personnellement, et j'aurais préféré voir adopter ce plan plutôt que celui qui a été adopté l'année dernière. Il eut mieux valu aider la compagnie, qui en faisait la demande, qui a déjà un chemin de fer jusqu'au lac Saint-Jean et Roberval, à continuer ce chemin de là en allant jusqu'à la province des prairies. Au lieu d'agir ainsi, le gouvernement a assumé l'énorme responsabilité de construire ce chemin, lui-même, et, en même temps, d'accorder une subvention en argent au montant de millions de piastres, à cette même compagnie à laquelle je viens de faire allusion pour l'aider à prolonger son chemin presque parallèlement à la ligne du gouvernement. Cette question reviendra sur le tapis; mais je ne doute pas que les nouveaux arrangements que l'on nous annonce présentement ne soient ratifiés. J'espère, toutefois, qu'il sera pourvu à l'ouverture de cette portion septentrionale du pays dont j'ai donné un aperçu et qui ne sera pas appelée à être desservie par le chemin de fer mentionné dans le contrat qui est maintenant annoncé dans le discours du trône. Si ce chemin de fer est construit tel qu'il est décrit, il est certain que, vers la date à laquelle il sera terminé, si les prévisions de l'honorable secrétaire d'Etat se réalisent, il faudra construire un autre chemin à travers la région septentrionale de la Saskatchewan, ce qui ne serait pas nécessaire si l'on faisait passer la route maintenant proposée à travers la région septentrionale de la Saskatchewan-nord. Les deux chemins transcontinentaux que nous possédons déjà — l'un étant construit et l'autre en voie de construction et qui sera bientôt terminé, le Canadian Northern — sont suffisants d'ici à quelques années, pour desservir tous ces territoires lorsqu'ils auront terminé, ou construit des embranchements dans les diverses directions à fur et mesure que ces diverses régions se coloniseront. Puis, ce chemin construit à travers ces régions septentrionales du Nord-Ouest, vous auriez l'autre chemin à l'est de Winnipeg, qui est maintenant proposé — ce dernier chemin devant répondre aux besoins qui résulteront du développement de la colonisation, et transporter la

grande quantité de produits provenant des nouvelles régions ouvertes. Cette question me suggère beaucoup d'autres pensées se rattachant à d'autres points qui mériteront d'être examinés lorsque nous aurons à discuter ultérieurement ce sujet. Je dois, avant de passer à d'autres choses, féliciter mon honorable ami (le secrétaire d'Etat) sur les opinions optimistes qu'il a exprimées. Je ne puis m'empêcher de les faire contraster avec les vues pessimistes que lui et ses amis exprimaient à l'égard de l'ancien gouvernement lorsque ce dernier décida de construire le chemin de fer Canadien du Pacifique. Qui ne se rappelle les traits mordants et le blâme lancés contre sir Charles Tupper lorsqu'il prédit le merveilleux développement qui est maintenant prévu, aujourd'hui, par mon honorable ami lui-même ?

L'honorable M. WATSON : Les temps sont changés. Les circonstances actuelles sont plus favorables.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL : Cette explication n'est pas nouvelle; mais mon honorable ami, si sa mémoire était aussi bonne que je le crois, se rappellerait qu'à cette date, les circonstances étaient favorables.

Nous traversions alors une ère de prospérité qui avait commencé avec l'avènement au pouvoir du parti conservateur, en 1878, bien que, je l'admets, cette prospérité n'atteignait pas alors un degré aussi élevé que celle qui a suivi l'avènement au pouvoir du parti libéral en 1896. Les critiques auxquelles nous avons à répondre étaient surtout celles provenant des amis de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, amis qui habitent l'autre côté de la frontière. On se rappelle que ces amis des Etats-Unis niaient non seulement notre prospérité; mais ils prétendaient que la fertilité de nos territoires était moindre que celle du Kansas et des autres Etats de l'ouest des Etats-Unis. Quelques-uns des nôtres leur avaient dit que nos territoires étaient stériles; que notre pays était improductif et que le courant de l'immigration se dirigeait vers le Kansas et le Dakota. Cette prétention était en grande partie justifiée par les faits, et c'étaient de faux rapports sur notre pays qui poussaient ainsi les immigrants vers les Etats-Unis. Ces faux rapports s'appuyaient